

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

29 MAI 2006

Le commerce équitable

AMENDEMENTS

N° 40 DE MMES **ZRIHEN ET DE ROECK**

(Sous-amendement à leur amendement n° 39)

Compléter le texte de l'amendement n° 39 par le texte suivant :

Définitions

La définition du « commerce équitable » fait débat depuis toujours. Aujourd'hui encore, différentes définitions coexistent. Les premiers acteurs à avoir travaillé à la promotion de ce type de commerce ont eux-mêmes éprouvé quelques difficultés à préciser ce que recouvre la notion de commerce équitable.

En ce que le commerce équitable se distingue d'autres types d'initiatives en faveur de l'aide au développement, il s'avère utile et nécessaire de tenter de les décrire toutes afin de clarifier au mieux le débat.

1. Cadre global

Le terme général sous lequel on peut regrouper les concepts de commerce éthique, de commerce équitable, de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)

Voir :

Documents du Sénat :

3-867 - 2005/2006 :

N° 1 : Rapport.

N° 2 : Proposition de recommandations.

N^{os} 3 et 4 : Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

29 MEI 2006

De eerlijke handel

AMENDEMENTEN

Nr. 40 VAN DE DAMES **ZRIHEN EN DE ROECK**

(Subamendement op hun amendement nr. 39)

De tekst van amendement nr. 39 aanvullen als volgt :

Begripsbepalingen

Over de begripsbepaling van « eerlijke handel » is altijd al gedebatteerd. Ook vandaag nog zijn er verschillende definities van. De eerste spelers die voor de bevordering van dergelijke handel werkten, hadden het zelf wat moeilijk om te bepalen wat eerlijke handel is.

Aangezien eerlijke handel zich van andere initiatieven ten voordele van ontwikkelingshulp onderscheidt, blijkt het nuttig en noodzakelijk ze allemaal te proberen beschrijven, om het debat zo veel mogelijk op te helderen.

1. Globaal kader

De grote kapstok die men kan hanteren om over ethische handel, eerlijke handel, Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen (MVO) en Corporate So-

Zie :

Stukken van de Senaat :

3-867 - 2005/2006 :

Nr. 1 : Verslag.

Nr. 2 : Voorstel van aanbevelingen.

Nrs. 3 en 4 : Amendementen.

ou « *Corporate Social Responsibility* » (CSR) est celui du développement durable. En effet, le développement durable fournit un cadre stratégique transversal et global dans lequel des mesures de nature écologique, économique et sociale peuvent s'intégrer en une stratégie cohérente, et ce pour les divers domaines stratégiques distincts. Cette démarche trouve son point de départ dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, qui date de 1992 (1) et a été reprise lors du Sommet sur le développement durable tenu à Johannesburg en 2002.

1.1. Commerce équitable et production équitable

Les initiatives commerciales à petite échelle mises en place dans les années 60 et 70 entre des producteurs du Sud et des clients du Nord sont devenues des vecteurs à part entière d'un idéal de commerce équitable, reposant sur l'idée que la meilleure façon de lutter contre la misère dans les pays du tiers monde est de développer avec eux des échanges équitables et honnêtes (« *No aid, but trade* »). Certaines de ces initiatives sont devenues des organisations de grande envergure qui vendent dans leurs filiales des produits fabriqués (essentiellement) dans l'esprit de ce type de commerce. Toutes ces pratiques peuvent être regroupées sous le terme de commerce équitable. L'idée est au fond de transformer et d'améliorer la relation commerciale entre le producteur et le client. Cette forme de commerce est apparue en réaction à la position très défavorable des agriculteurs du Sud sur le marché des matières premières. La crise du café a entre autres eu pour effet d'amener les ONG à vouloir corriger cette pratique commerciale, ayant été les premières à se rendre compte que, pour améliorer de manière structurelle la position des agriculteurs sur le marché, il fallait leur garantir un prix minimum et un accès correct aux marchés mondiaux.

Outre le commerce équitable, qui s'attache à changer les relations commerciales, il y a encore d'autres concepts, comme le CSR (« *Corporate Social Responsibility* ») ou RSE (responsabilité sociétale des entreprises) et le commerce éthique. Ils s'adressent spécifiquement aux entreprises et concernent plus particulièrement leur organisation interne et leur rôle dans la société, tant au niveau local qu'aux niveaux national et international. Ces concepts portent sur la production et pas vraiment sur la relation commerciale, cette dernière étant une composante du concept global de RSE ou CSR. Les relations commerciales entre le producteur du Sud et les clients sont au cœur même du concept de commerce équitable.

(1) Conférence des Nations unies sur l'Environnement et le Développement, « La Déclaration de Rio de Janeiro sur l'Environnement et le Développement », juin 1992.

cial Responsibility (CSR) te praten, is het concept van Duurzame Ontwikkeling. Duurzame ontwikkeling biedt een algemeen transversaal beleidskader, waarbij de integratie van maatregelen op ecologisch, economisch en sociaal vlak in een samenhangende strategie gebeurt, over de verschillende beleidsdomeinen. Het uitgangspunt hierbij is de verklaring van Rio betreffende Milieu en Ontwikkeling uit 1992 (1), en hernomen op de Top van Johannesburg over Duurzame Ontwikkeling in 2002.

1.1. Eerlijke Handel en Eerlijke Productie

De kleinschalige handelsinitiatieven uit de jaren '60 en '70 tussen producenten uit het Zuiden en afnemers uit het Noorden zijn uitgegroeid tot volwaardige dragers van een eerlijk handelsideaal. Dat ideaal (*No aid, but trade*) stelde dat armoedebestrijding in de derde wereld het best verliep door op een gelijkwaardige en eerlijke manier handel met deze landen te drijven. Sommige van deze initiatieven groeiden uit tot grote organisaties die in hun filialen producten verkopen die (voornamelijk) in dat bepaald kader geproduceerd worden. Dat kader wordt verderop uitgewerkt onder de term Eerlijke Handel. In se gaat het om het feit dat de handelsrelatie tussen producent en afnemer anders en beter is. Dit soort handel is gekomen als reactie op de sterk benadeelde positie van boeren in het Zuiden op de grondstoffenmarkt. De koffiecrisis heeft ondermeer bijgedragen tot een correctie van die handelswijze door NGO's, omdat zij als eersten zagen dat deze boeren nood hadden aan een minimumprijs en een degelijke toegang tot de wereldmarkten, als structurele oplossing voor hun benadeelde marktpositie.

Naast de eerlijke handel, die zich richt op het veranderen van handelsrelaties, zijn er nog andere begrippen. Deze begrippen zijn CSR, MVO en ethische handel. Zij richten zich specifiek naar het bedrijfsleven. Deze termen hebben dan ook betrekking op de interne organisatie van bedrijven en hun positie in de maatschappij, zowel op lokaal, nationaal als internationaal vlak. Deze termen hebben betrekking op de productie, en niet zozeer op de handelsrelatie. Deze laatste vormt een onderdeel van het totaalpakket aan MVO of CSR. In het geval van eerlijke handel zijn deze handelsrelaties tussen de producent uit het Zuiden en de afnemers net de essentie van de werking.

(1) Conferentie van de Verenigde Naties inzake Milieu en Ontwikkeling, « De verklaring van Rio de Janeiro inzake Milieu en Ontwikkeling », juni 1992.

1.2. Commerce éthique

Alors que le commerce équitable (« Fair Trade ») s'attache à établir une relation commerciale équitable entre le producteur et le client, le commerce éthique a une portée beaucoup plus large. Pour le définir au mieux, on pourrait dire qu'il s'agit de la commercialisation de produits fabriqués dans le respect des conditions minimales fixées par les institutions de la communauté internationale que sont l'Organisation des Nations unies mais aussi l'Organisation internationale du travail ou encore l'OCDE.

L'Organisation internationale du travail (OIT) est une agence des Nations unies. Elle possède son propre code de base qui définit au travers de 8 conventions les conditions minimales que les États membres des Nations unies sont tenus de respecter en matière de travail. Malheureusement, les Nations unies n'ont pas le moyen de faire respecter juridiquement ces conditions de travail, étant donné que les États ne peuvent prendre aucune responsabilité pour les entreprises qui ne respectent pas les conditions en question. Ces règles n'en font pas moins largement autorité car elles bénéficient du soutien de 178 pays (1).

L'Organisation des Nations unies (l'ONU), dont font partie 191 États, est l'organisation la plus représentative de la communauté internationale. La Commission « Droits de l'homme » s'emploie actuellement à élaborer un certain nombre de directives de base à l'intention des grandes entreprises. Ces directives ont encore bien des étapes à franchir, mais leur mise en œuvre n'est qu'une question de temps. Ces normes ONU présentent un triple avantage :

1. elles ont un impact plus large car elles valent pour tous les États membres;
2. elles bénéficient d'un meilleur soutien car elles sont négociées par les États membres de l'ONU;
3. une fois adoptées par l'Assemblée générale, elles sont légalement contraignantes.

La Déclaration universelle des droits de l'homme (2) est la référence de base la plus connue en matière de RSE. La Déclaration universelle des droits de l'homme constitue, avec le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (3 janvier 1976), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (23 mars 1976) et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (23 mars 1976), la Charte internationale des droits de l'homme des Nations unies. La Déclaration universelle des droits de l'homme est un cadre de référence moral qui

(1) OIT, Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail, 1998.

(2) Déclaration universelle des droits de l'homme, A.G. res. 217A (III), U.N. doc. A/810 à 71 (1948).

1.2. Ethische Handel

Daar waar Eerlijke Handel (of Fair Trade) zich richt op een gelijkwaardige handelspositie tussen producent en afnemer, dekt de term ethische handel een veel bredere lading. Ethische handel kan men het best definiëren als de verhandeling van producten die gemaakt worden onder de minimale voorwaarden zoals ze bepaald worden door de instellingen van de internationale gemeenschap. Deze instellingen zijn de VN, maar ook de Internationale Arbeidsorganisatie of de OESO.

De Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) is een agentschap dat verbonden is aan de VN. Ze heeft een eigen basiscode met minimale arbeidsvoorwaarden, uitgewerkt in 8 conventies, waaraan VN-lidstaten moeten voldoen. Helaas kunnen deze arbeidsvoorwaarden niet juridisch worden afgedwongen door de VN, omdat de staten geen verantwoordelijkheid kunnen nemen voor de bedrijven die deze voorwaarden schenden. Niettemin gaan van deze regels veel gezag uit, omdat ze worden ondersteund door 178 landen (1).

De Verenigde Naties (VN), waarvan 191 staten deel van uitmaken, vertegenwoordigen het best de internationale gemeenschap. Binnen de Commissie Mensenrechten worden momenteel een aantal basisrichtlijnen uitgewerkt voor grote ondernemingen. Deze richtlijnen moeten nog een hele weg afleggen, maar het is een kwestie van tijd, eer ze geïmplementeerd zullen worden. Het voordeel van deze VN-normen is drieledig :

1. een bredere impact want ze gelden voor alle lidstaten;
2. beter gedragen, omdat ze onderhandeld worden door de VN-lidstaten;
3. na goedkeuring in de Algemene Vergadering worden ze wettelijk afdwingbaar.

De Universele Verklaring van de Rechten van de Mens (2) is het meest bekende referentiepunt voor MVO. De UVRM vormt samen met het Internationaal Handvest over Economische, Sociale en Culturele Rechten (3 januari 1976), het Internationaal Handvest over Burgerlijke en Politieke Rechten (23 maart 1976) en het Optioneel Protocol bij het Internationaal Handvest over Burgerlijke en Politieke Rechten (23 maart 1976), de International Bill of Human Rights van de VN. De UVRM is een moreel referentiekader, dat niet juridisch afdwingbaar is, maar deel uitmaakt van het internationale gewoonterecht. De

(1) ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work, 1998.

(2) Universal Declaration of Human Rights, G.A., res. 217A (III), U.N. Doc A/810 at 71 (1948).

n'est pas contraignant juridiquement mais qui fait partie du droit coutumier international. Les autres chartes ainsi que le protocole facultatif ont été signés et adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies et sont de ce fait devenus légalement contraignants.

Il existe encore bien d'autres normes et directives en matière d'environnement, de protection du consommateur, de lutte contre la corruption, de santé, etc. Citons quelques exemples :

— *la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement (1992);*

— *le Traité sur la biodiversité de 1992 (1);*

— *la Protocole de Kyoto de 1997 (2);*

— *les Principes directeurs des Nations unies pour la protection du consommateur (3).*

Tous ces textes ont une portée, quoique limitée. Il ne lient que les États qui les signent. Le caractère contraignant des traités dépend du cadre légistique (document ONU, protocole) dans lequel la négociation des normes et la signature finale ont lieu.

1.3. La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ou « Corporate Social Responsibility » (CSR)

La RSE traduit la notion de CSR. Dans ce domaine, la Commission interdépartementale du développement durable (la CIDD) a élaboré et adopté un cadre de référence, sur lequel le gouvernement belge s'appuiera pour inciter les entreprises à développer des pratiques socialement responsables (4). Le Conseil central de l'économie et le Conseil national du travail ont déjà émis un avis positif commun sur ce cadre de référence (5).

Le concept de responsabilité sociétale des entreprises (RSE ou CSR) peut, pour l'essentiel, être résumé comme suit :

« La responsabilité sociétale des entreprises est un processus permanent d'amélioration dans le cadre duquel les entreprises intègrent de manière volontaire, systématique et cohérente des considérations d'ordre social, environnemental et économique dans la gestion globale de l'entreprise; à cet égard, la concertation

(1) <http://www.biodiv.org/convention/default.shtml>

(2) Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, 1997.

(3) Conseil économique et social des Nations unies, résolution 1999/7.

(4) Cadre de référence «De la responsabilité sociétale des entreprises en Belgique», texte adopté, CIDD 29 mars 2006.

(5) Avis CCE 2006-100 DEF CCR 10 du Conseil central de l'économie et Avis n° 1 544 du Conseil national du travail.

andere handvesten, alsook het optioneel protocol zijn getekend en aangenomen in de algemene Vergadering van de VN, en zodoende wettelijk bindend.

Er bestaan verder nog tal van normen en richtlijnen inzake milieu, consumentenzorg, corruptie, gezondheid en dies meer. Enkele voorbeelden zijn :

— *de Verklaring van Rio (1992) betreffende Milieu en Ontwikkeling;*

— *het Biodiversiteitsverdrag van 1992 (1);*

— *het Protocol van Kyoto van 1997 (2);*

— *de UN Guidelines for Consumer Protection (3).*

Deze verdragen hebben allen een, zij het beperkte, draagkracht. Zij zijn slechts bindend voor de lidstaten die ze ondertekenen. Het bindend karakter van de verdragen is afhankelijk van het legistieke kader (VN-document, protocol) waarin de onderhandelingen van de normen, en de uiteindelijke ondertekening gebeurt.

1.3. Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen (MVO) of Corporate Social Responsibility (CSR)

MVO is de vertaling van het begrip CSR. Op dit vlak heeft de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling (ICDO) een referentiekader uitgewerkt, en goedgekeurd. De Belgische regering zal de bedrijven aansporen om MVO-initiatieven te ontwikkelen op basis van dit referentiekader (4). De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Nationale Arbeidsraad brachten al een positief en gezamenlijk advies over dit referentiekader uit (5).

De essentie van MVO (of CSR) valt samen te vatten als volgt :

« Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen is een proces waarbij ondernemingen vrijwillig streven naar verbetering op bedrijfs- en maatschappelijk vlak door op een systematische wijze economische, milieu- en sociale overwegingen op een geïntegreerde en coherente manier in de gehele bedrijfsvoering op te nemen,

(1) <http://www.biodiv.org/convention/default.shtml>

(2) Kyoto Protocol to the United Nations Framework Convention on Climate Change, 1997.

(3) Economische en Sociale Raad van de VN, resolutie 1999/7.

(4) Referentiekader «Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen in België». aangenomen tekst ICDO 29 maart 2006.

(5) Advies CRB 2006-100 DEF CCR 10 van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en Advies nr. 1 544 van de Nationale Arbeidsraad.

avec les parties prenantes de l'entreprise fait partie intégrante du processus. »

Une orientation quasiment identique est préconisée dans le Livre vert de la Commission européenne visant à promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises » (1) ainsi que dans les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (2). Ces principes s'appliquent dans un vaste contexte social. Ils visent à encourager les entreprises à respecter le droit national des pays où elles sont implantées. Les principes directeurs énoncent que les entreprises doivent, de surcroît, fournir une contribution positive au développement durable à l'intérieur de leurs implantations et dans l'environnement de celles-ci.

Fin mars, la Commission européenne a publié un nouveau document (3) qui donne une nouvelle définition au concept de CSR. Dans ce document, nous adhérons à la définition la plus complète du concept, à savoir celle de la CIDD.

2. Labels

Les labels servent à informer le consommateur et à lui donner la garantie que le produit considéré répond réellement aux qualifications qu'il prétend avoir. L'écolabel européen, par exemple, certifie que le produit répond aux conditions de production propres au label en question. Il existe de multiples labels sociaux et écologiques, des codes de conduite et des normes managériales qui doivent être fixés à divers niveaux entre plusieurs acteurs. Les plus fiables sont les labels institutionnels (comme le label social instauré en Belgique) ou les labels contrôlés par un organe de certification indépendant (par exemple, par Max Havelaar (4) et ISO (5)).

L'initiative des 4C en est un autre exemple. Il s'agit pour les représentants du secteur du café, les producteurs, les ONG, les organismes de certification et les syndicats de collaborer en vue d'accroître la part de marché du café certifié. Des labels comme Utz Kapeh, Efico ou Colibri (le label Colruyt pour le café produit conformément aux règles du commerce éthi-

(1) Livre vert «Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises», 18 juin 2001, Bruxelles, COM (2001) 366 final.

(2) Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, adoptés en 1976 (et revus en 1999 et en 2000), sont une partie de la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales. (DAFFE/IME(2000)20).

(3) Communication 136 de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil européen, 2006.

(4) www.maxhavelaar.nl

(5) www.fairtrade.net

waarbij het overleg met de stakeholders, of belanghebbenden van de onderneming deel uitmaakt van dit proces. »

Ongeveer dezelfde stelling wordt geponeerd in het Groenboek van de Europese Commissie over «de bevordering van een Europees kader voor de sociale verantwoordelijkheid voor bedrijven» (1) en de OESO-Richtlijnen voor multinationale ondernemingen (2). Deze richtlijnen zijn van toepassing in een brede maatschappelijke context. Ze sporen bedrijven aan om het nationaal recht van de landen waar zij gevestigd zijn, te respecteren. De richtlijnen stellen dat bedrijven daarbovenop een positieve bijdrage moeten leveren aan de duurzame ontwikkeling in en rondom hun vestigingen.

De Europese Commissie heeft eind maart een nieuwe communicatie (3) uitgebracht, die het begrip CSR herdefinieert. In dit document houden we vast aan de meest complete omschrijving, in casu deze van de ICDO.

2. Labels

Labels dienen als voorlichtingsinstrument voor de consument, als een bewijs dat het bewuste product werkelijk voldoet aan de kwalificaties waar het aanspraak op maakt. Het Europese Ecolabel bijvoorbeeld is een bewijs dat het product voldoet aan de productievooraarden, inherent aan dat label. Er zijn tal van sociale en ecologische labels, gedragscodes en managementsnormen die op verschillende niveaus worden afgesloten tussen diverse actoren. De meest betrouwbare zijn de institutionele labels (zoals het Sociaal Label van de Belgische Overheid) of labels die door een onafhankelijk certificeringsorgaan worden gecontroleerd (vb door Max Havelaar (4) en FLO (5)).

Andere voorbeelden zijn het 4C-initiatief, waarbij de vertegenwoordigers van de koffiesector, de producenten, de NGO's, de certificeringsinstellingen en de vakbonden samenwerken om het marktaandeel van gecertificeerde koffie te vergroten. Labels zoals Utz Kapeh, het Efico-label of Colibri (Colruyt-label voor ethisch geproduceerde koffie) kaderen dan ook in de

(1) Groenboek «De bevordering van De bevordering van een Europees kader voor de sociale verantwoordelijkheid van bedrijven», 18 juli 2001, Brussel, COMM 2001 (366) definitief.

(2) De OESO-richtlijnen voor multinationale ondernemingen uit 1976 (herzien in 1999 en 2000) zijn een onderdeel van de OESO-Verklaring inzake Internationale Investeringen en Multinationale Ondernemingen. (DAFFE/IME(2000)20).

(3) Communicatie 136 van de Europese Commissie aan het Europees Parlement en de Europese Raad, 2006.

(4) www.maxhavelaar.nl

(5) www.fairtrade.net

que) s'inscrivent donc dans la mouvance du commerce éthique. Ils concrétisent l'engagement pris d'offrir une plus-value au produit ou au service proposé et attestent que celui-ci a été produit dans le respect des directives sociales et écologiques en vigueur.

3. Conclusion

Tous ces types de commerce ou de pratique commerciale répondent à des logiques et des critères différents. Souvent complémentaires, toutes ces initiatives sont bénéfiques pour les producteurs du Sud et doivent être encouragées. Elles ne peuvent cependant être confondues. Par conséquent, et étant donné la restriction des auditions au commerce équitable, les présentes recommandations s'en tiendront au seul commerce équitable.

Olga ZRIHEN.
Jacinta DE ROECK.

beweging van de ethische handel, die vanuit een eigen engagement een meerwaarde bieden aan het aangeboden product of dienst, en garanderen dat dit conform bestaande sociale en ecologische richtlijnen gebeurt.

3. Conclusie

Al die handelsvormen of vormen van handelspraktijk beantwoorden aan een verschillende logica en aan verschillende criteria. Al die initiatieven zijn complementair, zijn een weldaad voor de producenten van het Zuiden en moeten worden aangemoedigd. Ze mogen evenwel niet met elkaar worden verward. Daarom en tevens omdat de hoorzittingen tot de eerlijke handel beperkt bleven, zullen deze aanbevelingen zich tot de eerlijke handel beperken.